

## CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LA RETRAITE ANTICIPÉE

## Au profit des salariés ayant perdu leur emploi

**Baucoup de lecteurs confondent retraite anticipée, retraite sans condition d'âge et retraite proportionnelle. Dans le premier cas, il s'agit d'un départ involontaire (victime de compression d'effectifs), et dans les second et troisième cas, il est question uniquement d'un départ volontaire. Les avantages servis ne sont pas les mêmes.**

**L**es réformes économiques entreprises en Algérie, sous la pression du FMI et de la Banque mondiale, ont imposé aux pouvoirs publics la mise en place d'un système de protection sociale en faveur des travailleurs ayant perdu leur emploi de façon involontaire, suite à une compression d'effectifs ou dissolution de leur entreprise.

**Conditions de bénéfice de la retraite anticipée.** Fixée par le décret 94-10 du 26 mai 1994, la retraite anticipée stipule que l'intéressé doit avoir au minimum 50 ans d'âge (45 ans pour les femmes) et réunir un minimum de 20 ans d'activité.

Le concerné doit avoir exercé pendant 3 ans au sein de l'entreprise avant la mise à la retraite, sans discontinuité,

durant les 10 dernières années. Autre condition requise, l'employeur doit établir une liste des concernés par cette retraite après discussion avec les partenaires sociaux. Cette liste exigée par la CNR et la Cnac (assurance chômage) doit être visée par l'inspection du Travail. L'employeur doit verser une contribution d'ouverture de droit (COD) pour chaque travailleur admis en retraite anticipée. Le montant de la COD varie selon le nombre d'années d'anticipation, à savoir 13 mois de salaires, si l'anticipation est inférieure à 5 ans ; 16 mois, si elle est égale à 5 ans et inférieure à 8 ans ; et 19 mois pour 8 ans et plus. Dans le cas où le travailleur était en assurance chômage, c'est la Cnac qui accomplit les obligations de

l'employeur pour le paiement des cotisations, et celui de la contribution d'ouverture du droit.

**Le calcul de la retraite anticipée.** Le calcul ne change nullement de celui de la retraite normale, à l'exception de la durée d'anticipation, car la retraite anticipée est affectée d'un taux de minoration d'un pour cent (1 %) par année d'anticipation.

**La majoration pour conjoint.** La majoration pour conjoint à charge est fixée à 12,5 % du SNMG.

**La revalorisation de la retraite anticipée.** Le montant de la retraite anticipée est revalorisé tous les ans avec effet le 1<sup>er</sup> mai, dans les mêmes conditions que les pensions de retraite citées.

**Cumul de la retraite anticipée avec une activité.** Si au moment de l'admission, il est exigé que le travailleur n'exerce aucune activité rémunérée, la législation introduit cependant une certaine souplesse après l'admission, souplesse qui est en parfaite harmonie avec les objectifs de réintégra-

tion au travail et de réinsertion professionnelle. Ainsi, deux cas sont prévus par la loi : le salarié peut être engagé dans des activités d'utilité publique, là, le cumul est implicitement permis ; et 2<sup>e</sup> cas, le salarié peut reprendre de lui-même une activité salariée qu'il déclare à la CNR, ainsi, le service de la pension est seulement suspendu. Par contre, il encourt la déchéance du droit et la suppression de sa pension s'il n'avise pas la CNR de sa reprise d'activité.

LSR

CNR/RÉPARTITION PAR AVANTAGE DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES  
D'UNE PENSION OU ALLOCATION DE RETRAITE  
AU 31 DÉCEMBRE 2006

Désignation	2006
<b>Pension de retraite</b>	
Retraite normale	993 977
Retraite anticipée	4 282
Retraite proportionnelle	208 690
Retraite sans condition d'âge	115 389
Pension de retraite : réversion	771 309
<b>Allocation de retraite</b>	<b>82 162</b>
Prestations servies à l'étranger	6 310

## COURRIER DES LECTEURS

## Service national et calcul de pension

Je ne sais si cette rubrique existe encore, j'aimerais, si vous me le permettez, vous poser deux questions au sujet des droits à la retraite. 1<sup>re</sup> question : pourquoi la période du service national n'est comptée que pour une frange de cotisants ? Une personne ayant commencé à travailler avant son service national peut en bénéficier et une personne n'ayant pas travaillé avant son SN n'est pas attributaire de cette période ? En quoi cela change-t-il au niveau de la Cnas, puisque dans les deux cas, il n'y a pas eu de cotisations « effectives » ? Personnellement, j'ai fait mon devoir national avec (en plus) une période de maintien pour raison de nécessité de service vu la tension qui avait avec le Maroc (avril 1974 - août 1976). Il faut avouer que c'est une décision « sectaire ». C'est le moins que l'on puisse dire. Ma seconde question concerne les anciens pupilles de l'Etat (je suis l'une des innombrables victimes des dommages collatéraux de la guerre d'Algérie) : y aurait-il un texte de loi qui prévoit une valorisation de la retraite ou un quelconque calcul supplémentaire ? Avec votre permission, je dois donner quelques précisions afin que ma démarche ne soit pas comprise dans un sens négatif. Je suis né en 1954, je n'ai bénéficié d'absolument rien, ni logement, ni terrain, ni avantage aucun sous aucune forme. Seul mon salaire de travailleur m'a permis de subsister à mes besoins, et si je vous pose ces questions aujourd'hui, après 30 ans de cotisations, je risque de sortir avec une retraite de 12 000 DA. C'est vraiment la galère pour un père de famille de 3 enfants.

Dahmane

**RÉPONSE :** L'article 11 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 précise que « toute période au cours de laquelle ont été remplies les obligations du service national » est assimilée à une période de travail, notamment pour le calcul de la pension de retraite, mais uniquement dans le cadre du bénéfice de la retraite à l'âge légal de 60 ans.

## Ancien combattant et réversion aux ayants droit

Nous sommes les fils d'un ancien combattant de l'armée française mobilisé dans les rangs lors de la Seconde Guerre mondiale comme tirailleur algérien. Notre père, qui était sur la ligne de front comme tous ses frères de combat, a perdu ses deux jambes dans les tranchées un certain 18 janvier 1940.

Il fut déclaré grand invalide de guerre et a dû être rapatrié à Constantine le 1<sup>er</sup> septembre 1940. En 1958, il lui a été décerné le titre de chevalier de la Légion d'honneur dont la médaille fut octroyée et épinglée des mains propres du général De Gaulle, en guise de reconnaissance pour les services rendus à la France. Notre père qui touchait une pension de guerre de son vivant est décédé en 1968, laissant derrière lui une femme et sept enfants dont cinq filles ; les enfants en bas âge et les filles étant sous la tutelle de leur mère.

Cette dernière à qui l'on accordait un salaire de 500 FF par trimestre, de surcroît non actualisable puisque arrêté au 5 juillet 1962, n'a même pas bénéficié du capital décès de son mari. Toutes les requêtes qu'elle a adressées aux instances françaises pour une revalorisation décente et un octroi

du capital décès sont demeurées vaines pour les mêmes causes que celles citées précédemment. Nous sollicitons votre aide et conseils en vue de recouvrer nos droits.

**RÉPONSE :** Des mesures ont été adoptées lors de la discussion parlementaire en France du projet de loi de finances 2008 : revalorisation de deux points de la retraite du combattant. En portant désormais l'indice à 39 points, la dynamique de revalorisation est inscrite dans une démarche continue afin de respecter l'objectif de 48 points.

L'effort de solidarité se traduira aussi par la création pérenne d'une allocation destinée aux conjoints survivants des anciens combattants. D'un montant de 5 millions d'euros dans le projet de loi de finances pour 2008, cette mesure assurera à chaque bénéficiaire un revenu mensuel au moins égal à 681 qui correspond au seuil de pauvreté pour une personne seule, tel que défini par l'INSEE.

Par ailleurs, au travers d'une dotation de 118 millions d'euros, il s'agira d'achever le processus de décrétalisation engagée dès septembre 2006 aux bénéfices des anciens combattants étrangers de l'armée française.

Nous vous proposons de prendre contact avec les organismes et organisations suivantes :

1. Ambassade de France en Algérie, Service des anciens combattants 25, chemin Abdelkader-Gadouché, Hydra, Alger Tél. : 021 98 17 70/71 ; Télécopie : 021 98 17 73 ; Email : <acvgaiger@hotmail.com>
2. Ministère de la Défense, direction

des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale 37, rue de Bellechasse 75 007 Paris (France).

3. Ministère de la Défense, DSPRS rue Neuve - Bourg l'Abbé, BP 552 14 047 Caen, Cedex France

Contact Internet :

4. Office national des anciens combattants (Onac), Hôtel national des invalides Esc. K, corridor de Metz 75007 Paris (France)

## La CNR aux abonnés absents

En désespoir de cause, je vous adresse ce mail en espérant que vous pourrez m'aider à obtenir les adresses de responsables de la CNR qui pourraient intervenir afin que j'obtienne une réponse au dossier de demande de pension de mon père qui a travaillé en France de 1957 à 1962, en Algérie de 1962 à 1966 et en Belgique de 1966 en 2007. L'Office national des pensions de Belgique a adressé son dossier depuis un an et des rappels, sans avoir la moindre réponse. Avant de vous donner ses coordonnées, j'attendrais de savoir si vous pouvez me guider.

**RÉPONSE :** Nous vous proposons de saisir la direction générale de la CNR :

Adresse : rue Hassen-Benaamane Bir Mourad Rais - Alger. BP 547 Birkhadem - Alger. Tél. : (021) 44 60 23 / 44 62 07 / 44 60 43 / 44 60 56 Fax : (021) 44 66 78

Vous pouvez aussi saisir la CNR par email, en vous connectant au site Internet suivant (rubrique contact) <www.cnr-dz.com>

